

Le putschiste Léon Nzouba se fait « voler » 25 millions dans un vol Air France



Par AP

Le responsable de la Santé publique dans la junte a porté plainte au commissariat du 8e arrondissement de Paris, vendredi 28 octobre. Il s'est dit victime d'un vol 37 000 euros, soit près de 25 millions de FCFA dans le vol Air France de jeudi dernier pour la capitale française. Léon Nzouba a voyagé en première classe. Quelqu'un serait venu prendre son sac, l'ouvrir et emporter le pactole. Le putschiste ne se serait aperçu du larcin qu'à sa descente d'avion. Il a aussitôt saisi la police française.

Léon Nzouba veut faire croire que quelqu'un – forcément en première classe – peut réussir un tel exploit sans que les stewards et hôtesses, en grand nombre au service de la clientèle dans cette classe, ne l'aperçoivent. Mieux, l'homme veut faire admettre qu'un tel pactole aurait été glissé dans un simple sac sans moyen de fermeture sécurisé. Le putschiste dit « avoir constaté le vol une fois hors de l'avion ». D'ordinaire, il est fréquent que tout voyageur vérifie le contenu de ses bagages à main avant même de quitter l'avion. C'est du reste une recommandation du personnel de cabine à l'endroit des voyageurs. Pourquoi le

putschiste n'a-t-il pas voulu suivre ces consignes ?

La réalité peut fort bien être embarrassante pour lui. Soit il veut subtiliser de l'argent supplémentaire à l'ordonnateur de la junte BOA. Après tout, des « frères lumières » avaient fait de même après qu'ils se sont fait déplumer au Brésil par des prostitués. BOA avait ordonné qu'une rallonge leur soit envoyée séance tenante. Soit il veut monter un coup tordu contre une personnalité qui était dans le même avion. L'enquête étant ouverte en France, la police française aura alors tout le loisir d'obtenir du procureur de Paris de maintenir sur le territoire français tant que va durer l'enquête « toutes les personnes ayant voyagé en 1ere classe comme le putschiste Léon Nzouba ». Dans cette catégorie figure bien sûr le président élu des Gabonais, Jean Ping. BOA, qui a dû se plier à l'injonction de l'Onu pour laisser partir Jean Ping en France puis aux Etats-Unis, voulait-il par cette plainte éviter que l'intéressé ne participe à une réunion importante qui va se dérouler aujourd'hui à New York sur la situation au Gabon ? Ces putschistes ne sont plus à une manœuvre grossière près, pour retarder au maximum leur chute du pouvoir.